

# MINUSCA

en action 

Bulletin d'information de la MINUSCA | NUMÉRO 035 | DU 1<sup>er</sup> AU 31 OCTOBRE 2016



LE PRÉSIDENT TOADERA PARLE DE  
**PAIX**  
À KAGA-BANDORO



• LE REPRÉSENTANT SPÉCIAL ADJOINT F. HOCHSCHILD EXPOSE LES GRANDES LIGNES DU FORUM DE YAOUNDÉ



• LE GROUPE DE TRAVAIL SUR L'UTILISATION DES MERCENAIRES FAIT LE POINT DE SA MISSION EN CENTRAFRIQUE



• LA MEILLEURE POLICIÈRE DE L'ONU EN 2016 VIENT DE LA MINUSCA



<https://minusca.unmissions.org>

 <https://facebook.com/minusca.unmissions>

 [https://twitter.com/UN\\_CAR](https://twitter.com/UN_CAR)

 <https://www.flickr.com/photos/unminusca/>

# SOMMAIRE

- 3** LE PRÉSIDENT TOUADERA PARLE DE PAIX À KAGA-BANDORO
- 4** POUR UNE RÉPONSE RAPIDE APRÈS LES VIOLENCES À KAGA-BANDORO
- 5** LE REPRÉSENTANT SPÉCIAL ADJOINT F. HOCHSCHILD EXPOSE LES GRANDES LIGNES DU FORUM DE YAOUNDÉ
- 5** CRÉER LA CONFIANCE AVEC LES GROUPES ARMÉS EN PRÉLUDE AU DDRR
- 6** LE GROUPE DE TRAVAIL SUR L'UTILISATION DES MERCENAIRES FAIT LE POINT DE SA MISSION EN CENTRAFRIQUE
- 7** UNE JOURNÉE CULTURELLE DÉDIÉE AU CIVISME, À LA CITOYENNETÉ ET AUX DROITS DE L'HOMME
- 8** RENFORCER LA CONFIANCE ENTRE LES DÉPLACÉS INTERNES ET LA POLICE
- 9** RÉFORME DU SECTEUR DE LA SÉCURITÉ : POUR UNE STRATÉGIE NATIONALE CRÉDIBLE ET DE RÉFÉRENCE
- 10** LA MEILLEURE POLICIÈRE DE L'ONU EN 2016 VIENT DE LA MINUSCA



## Les ondes de la paix

Bangui | Berberati | Bouar | Paoua | Bossangoa | Kaga-Bandoro  
Bambari | Bria | Bangassou | Ndélé | Birao | Obo



## LE PRÉSIDENT TOUADERA PARLE DE PAIX À KAGA-BANDORO



Photo UN / MINUSCA

C'est un Chef de l'Etat attristé qui a parcouru, le 17 octobre 2016, les principales artères de Kaga-Bandoro pour voir les dégâts causés par les récentes violences, quelques instant après son arrivée dans la ville à la tête d'une importante délégation, composé de plusieurs membres du Gouvernement, du Représentant spécial du Secrétaire général et chef de la MINUSCA, Parfait Onanga Anyanga, et de l'ambassadeur des Etats-Unis, Jeffrey Hawkins, entre autres.

« Nous sommes sous le choc face à cette violence meurtrière dont nous venons de voir les conséquences à Kaga-Bandoro », a déclaré le Président Faustin Archange Touadéra à cette occasion. « Ce que j'ai vu est un drame humain sans nom et ça n'aurait jamais dû se passer. En l'espace de 24 heures, on a assisté à des violences d'une barbarie innommable. Ceci est tout simplement inacceptable », a pour sa part déploré le Représentant spécial.

Le Président Touadéra a rappelé que « le dialogue, le pardon et la réconciliation nationale sont les seuls éléments qui vont nous permettre de sortir de cette situation. Il n'y a pas d'autre solution », Et d'insister : « nous appelons les groupes armés à se joindre au processus de dialogue politique que nous avons instauré, car c'est seulement dans cet espace-là que nous pouvons régler tous les problèmes. Il n'y a pas d'autre chemin que la paix », invitant les populations à ne pas céder aux provocations et aux appels à la haine intercommunautaire.

Dans le secteur nord de la ville, majoritairement peuplé de musulmans, où il s'est aussi rendu, comme sur la place du marché, le Chef de l'Etat a réitéré le même vœu de réconciliation entre tous les fils et filles du pays, avant de souligner que son gouvernement est au service du

peuple centrafricain dans son intégralité et que son souhait est d'associer tout le monde, sans exclusive, aux efforts de reconstruction du pays.

Le chef de la MINUSCA a, pour sa part, tenu à rappeler que les arrangements politiques qui permettaient auparavant à des individus qui ont pris des armes et tué des populations civiles d'occuper des fonctions politiques au niveau national ne sont plus acceptables dans le monde d'aujourd'hui. « Que quelqu'un prenne les armes tue des centaines, voire des milliers de personnes et après on lui propose le pouvoir dans un arrangement politique avec l'amnistie, ce n'est plus quelque chose qu'on fait. Et vos populations des deux côtés disent non à l'impunité. Ces populations ne veulent plus que des gens qui ont commis des crimes puissent prendre le pouvoir et avoir des retraites tranquilles. Le temps de la guerre est passé, chers frères », a insisté Parfait Onanga-Anyanga.

« Chacun a une obligation morale d'accepter d'aller autour de la table et de discuter sans préalable », a fait valoir le Chef de la MINUSCA

Même plaidoyer pour l'ambassadeur des Etats-Unis, Jeffrey Hawkins, qui a rappelé aux groupes armés qu'un jour, ils auront à répondre de leurs crimes. Il a notamment cité l'exemple de Jean-Pierre Bemba qui est en procès à La Haye pour les crimes commis par ses hommes en Centrafrique. « Il faut penser à la justice. La CPI et la Cour spéciale pour la Centrafrique, qui est en voie d'être mise en place, se chargeront de juger les criminels de guerre. Dans les capitales loin de la RCA, on vous connaît déjà et on observe ce que vous faites ici », a prévenu l'ambassadeur américain ■

DIRECTEUR DE PUBLICATION :  
**Herve Verhoosel**  
RÉDACTRICE EN CHEF :  
**Uwolowulakana Ikavi-Gbetanou**  
EQUIPE RÉDACTIONNELLE :  
**Philippe D'Almeida, Ghislaine Atta, Steve Reve Niko, Nadietou Daouda Zibilila**  
PHOTOGRAPHIE :  
**PIO MINUSCA**  
MISE EN PAGE :  
**Francis Yabendji-Yoga**  
WEBMASTER  
**Dany Balepe**  
PRODUCTION :  
**Unité Publication & MultiMedia Bureau de la Communication et de l'Information Publique - MINUSCA**  
**PIO 2016**

# EN BREF

■ **UN CONVOI PROVENANT DE BAMBARI** et sécurisé par le contingent mauritanien de la MINUSCA a été pris pour cible dans une attaque armée survenue, le 13 octobre 2016, aux entre Grimari et Sibut. Les Casques bleus ont aussitôt riposté à cette attaque qui a occasionné le décès d'un civil appartenant au convoi et fait cinq blessés dans les rangs des casques bleus. On dénombre également deux personnes tuées du côté des assaillants lors des échanges de feu. Deux armes ont par ailleurs été récupérées.

■ **DÈS L'ÉCLATEMENT DE LA VIOLENCE ARMÉE LE 12 OCTOBRE À KAGA-BANDORO**, les Casques bleus de la MINUSCA ont immédiatement réagi pour protéger les populations civiles et les déplacés, en renforçant leur effectifs et en multipliant les patrouilles, y compris par voie aérienne, et en sécurisant les endroits stratégiques de la ville. Les Casques bleus ont aussi sécurisé la visite effectuée, le 17 octobre, par le président de la République, Faustin Archange Touadéra.

■ **SUITE AUX INCIDENTS SURVENUS LE 4 OCTOBRE AU QUARTIER PK5 DE BANGUI**, la MINUSCA a renforcé ses patrouilles à Bangui, notamment autour de l'hôpital communautaire, de l'hôpital général et de l'hôpital de l'Amitié. Le dispositif sécuritaire a été mis en place afin de faciliter la recherche et l'arrestation de l'auteur du crime commis contre le Commandant Marcel Mombéka, des Forces Armées Centrafricaines (FACA).

■ **LA MINUSCA A ORGANISÉ**, du 10 au 22 octobre 2016, une formation pré-déploiement en faveur de 21 Officiers pénitenciers de la MINUSCA. Cette formation, dispensée par le Gouvernement suédois, vise à harmoniser les techniques d'intervention et de sécurité pénitentiaires des équipes qui sont nouvellement déployées au sein de la Mission. ■

## POUR UNE RÉPONSE RAPIDE APRÈS LES VIOLENCES À KAGA-BANDORO

Le 12 octobre 2016 et les jours qui ont suivi, Kaga-Bandoro a été le théâtre de violences qui ont enregistré la perte de dizaines de vies humaines, fait de nombreux blessés et occasionné le déplacement de milliers de personnes.

Pour s'enquérir de la situation sur le terrain, le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général et Coordonnateur humanitaire et de développement, Fabrizio Hochschild, y a effectué une visite, le 15 octobre, en compagnie de la ministre des Affaires sociales et de la Réconciliation nationale, Virginie Baïkoua, et du Commandant adjoint de la Force de la MINUSCA, le Général Sidiki Daniel Traoré, entre autres.

Les acteurs humanitaires estiment à environ 10.000 personnes le nombre de déplacés vivant autour de la base de la MINUSCA à Kaga Bandoro. En raison de l'insécurité, les activités des travailleurs humanitaires sont également paralysées. D'où la nécessité d'une réponse rapide par rapport aux défis sécuritaires qui se posent dans la ville, a estimé M. Hochschild qui a rencontré, outre les personnels des Nations Unies, les autorités locales, la société

civile, ainsi que des représentants des groupes armés.

A ses interlocuteurs, Fabrizio Hochschild a promis de continuer le plaidoyer pour l'optimisation de la sécurisation de la ville et de l'espace du personnel humanitaires afin de leur permettre d'apporter rapidement de l'aide aux personnes déplacées qui sont dans une situation d'urgence majeure.

« Il faut sécuriser la population de manière définitive. Nous dépendons de vous, puisque l'État n'a pas de Forces de sécurité effectives », s'est exprimée la Ministre Baïkoua, à l'issue des différentes rencontres avec les populations. Aux autorités locales, la société civile musulmane et les groupes armés, Mme Baïkoua a redit la nécessité du dialogue et de la réconciliation pour la reconstruction du pays.

En sa qualité de Chef de bureau régional de la MINUSCA, Renner Onana a expliqué que les personnes déplacées qui sont venues se réfugier à proximité de la base de la MINUSCA souhaitent un retour rapide dans leurs lieux d'habitation, et souligné l'importance d'un plan de sécurisation de ces zones d'habitation ■

## LE SAVIEZ-VOUS ?

Un comité d'information et de coordination entre la MINUSCA et les forces de sécurité intérieure et de défense centrafricaines est effectif depuis le 4 octobre 2016. Cet outil extrêmement important souhaité par le Président de la République, Faustin Archange Touadéra, permettra une meilleure maîtrise et une meilleure gestion du risque sécuritaire dans le pays ■

## LE REPRÉSENTANT SPÉCIAL ADJOINT F. HOCHSCHILD EXPOSE LES GRANDES LIGNES DU FORUM DE YAOUNDÉ



Photo UN / MINUSCA

**A** l'appel du Gouvernement centrafricain et sous les auspices des Nations Unies s'est tenue, le mercredi 12 octobre, le 6<sup>e</sup> Forum de Yaoundé qui a mobilisé l'ensemble des partenaires techniques et financiers appuyant la République centrafricaine. Occasion de passer en revue les progrès enregistrés et les défis dans les efforts en vue de la restauration de l'État, mais surtout de faire le point des besoins prioritaires du pays pour les cinq prochaines années.

Le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général, Coordonnateur humanitaire et de Développement et Représentant du PNUD, Fabrizio Hochschild, interrogé sur la question par la Radio des Nations Unies à Bangui, a signifié que l'idée de ce Forum est de « sensibiliser sur les nouvelles stratégies du gouvernement centrafricain comme sur celles de tous les partenaires sur le relèvement et la stabilisation du pays. »

Au cours de la rencontre de Yaoundé, il a été présenté au Corps diplomatique et aux partenaires les

besoins nécessaires pour le relèvement et pour répondre au drame humanitaire qui a découlé des différentes crises qu'a connues le pays.

Concernant le relèvement, la rencontre de Yaoundé, selon le Représentant spécial adjoint, se sera appesantie sur trois axes : la paix et à la réconciliation ; les contrats sociaux, c'est-à-dire la réponse de l'État aux besoins fondamentaux des citoyens ; et la relance économique.

Fabrizio Hochschild n'a pas manqué de souligner le rôle des Nations Unies dans tout le travail d'estimation des besoins en préparation à la Table Ronde de Bruxelles ; travail d'évaluation des besoins certes, mais aussi de coordination avec tous les autres partenaires. Une démarche méthodologique dont la vision a consisté à s'assurer que tous les besoins nationaux sont reflétés de même que la perception des partenaires internationaux sur le relèvement de la Centrafrique ■

## CRÉER LA CONFIANCE AVEC LES GROUPES ARMÉS EN PRÉLUDE AU DDRR

**C**réer la confiance avec et entre les responsables des groupes armés autour du Programme National du DDRR et les principes de sa mise en œuvre. C'est l'objectif de la première rencontre du comité consultatif de suivi du programme national de Désarmement Démobilisation Réinsertion et Rapatriement (CCSPNDDRR), tenue le 12 octobre 2016 à Bangui.

L'occasion a été pour les leaders des groupes armés de réaffirmer leur adhésion aux principes de paix et au processus DDR. « Oui, nous adhérons au processus DDRR car notre pays peine encore à retrouver le chemin de stabilité et il y a un temps pour tout. Nous devons, à l'heure actuelle, penser à l'avenir de notre pays et à celui de nos enfants », a déclaré le leader des anti Balaka, Patrice Edouard Ngaïssona. S'exprimant au nom de l'ex-Seleka, Mohammed Moussa Dhaffane a, pour sa part, exhorté les partenaires de la Centrafrique à ne pas se décourager malgré le récent regain des violences dans le pays. « Nous sommes résolument tournés vers la paix et en-

semble nous y arriverons », a-t-il dit.

Un appel auquel le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies et chef de la MINUSCA, Parfait Onanga-Anyanga, n'a pas manqué de répondre. « La MINUSCA, plus que jamais, reste déterminée à soutenir le Gouvernement dans la poursuite des objectifs de paix. Nous entretenons à cet égard avec la Banque mondiale ainsi que la Banque africaine de développement, un partenariat stratégique et prometteur qui reflète l'engagement résolu de la Communauté internationale à vos côtés. Vous ne partez pas de rien », a-t-il rassuré.

Le chef de l'État, Faustin Archange Touadéra, soulignera, quant à lui, que « le DDR est et demeure la principale voie de sortie de crise en Centrafrique, et sa réussite fait appel à la volonté de tous ». Aussi, a-t-il invité ses compatriotes à y adhérer « franchement » afin de « permettre au peuple centrafricain, longtemps meurtri, de connaître à nouveau la quiétude de la paix. » ■

## LE GROUPE DE TRAVAIL SUR L'UTILISATION DES MERCENAIRES FAIT LE POINT DE SA MISSION EN CENTRAFRIQUE



Photo UN / MINUSCA

Lors de la conférence de presse hebdomadaire de la MINUSCA, le 19 octobre 2016, le Groupe de travail sur l'utilisation des mercenaires a dressé le bilan de ses activités et formulé plusieurs recommandations à l'issue de sa mission en République centrafricaine démarrée le 10 octobre 2016.

« L'objectif est de livrer nos observations préliminaires avant la présentation de notre rapport détaillé au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies en septembre 2017 », a souligné la présidente du Groupe de travail et rapporteur, Patricia Arias.

La présidente du Groupe de travail a, cependant, déploré le fait que « la République centrafricaine n'est pas partie à la Convention des Nations Unies sur le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction

de mercenaires, ni la Convention de l'Union Africaine sur l'élimination du mercenariat en Afrique ». Aussi, le pays a-t-il été invité « à ratifier ces deux instruments dans les meilleurs délais, ainsi qu'à adopter une législation interne lui permettant de lutter contre le mercenariat. »

Entre autres recommandations, le Groupe de travail indique que la protection des civils demeure une priorité absolue, ainsi que des réformes urgentes du secteur de la sécurité. À cet égard, il encourage la MINUSCA à « répondre d'une manière plus proactive et préventive aux menaces contre les civils, notamment, dans les zones sensibles comme les camps de déplacés. »

Le renforcement des efforts du Gouvernement pour que la Cour pénale spéciale soit opérationnelle

dans les meilleurs délais figure également dans le peloton de tête des recommandations des experts. Tout comme la mise en place de mécanismes de réparation afin d'aboutir à une véritable réconciliation nationale.

Le Groupe de travail préconise, par ailleurs, au gouvernement de renforcer sa coopération avec les organisations de la société civile et de les associer aux processus d'enquêtes et de réconciliation, et ceci de manière transparente.

Le mercenariat ne pouvant complètement se définir sans évoquer son aspect transfrontalier, « nous recommandons de mettre en place la coopération régionale avec les pays voisins », a poursuivi Patricia Arias, avant de terminer en insistant sur la nécessité d'une sensibilisation régulière des centrafricains au respect des droits de l'homme.

Pour rappel, le Groupe de travail sur l'utilisation des mercenaires est mandaté par le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies pour étudier les activités des mercenaires, ainsi que celles liées au mercenariat, et leur impact sur les droits de l'homme, en particulier sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Selon les informations recueillies par le Groupe de travail sur l'utilisation des mercenaires, environ 500 mercenaires sont encore présents en République centrafricaine. Le conflit centrafricain aurait fait plus de 5.000 morts, plus de 380.000 personnes déplacées, plus de 450.000 réfugiés dans les pays voisins, environ 6.000 femmes victimes de violences sexuelles et 10.000 enfants enrôlés de force par les différents groupes armés ■

## RENFORCER LA CONFIANCE ENTRE LES DÉPLACÉS INTERNES ET LA POLICE



Photo UN / MINUSCA

Le site des déplacés internes de Don Bosco, dans la commune de Begoa située dans la périphérie de Bangui, abrite actuellement quelques 967 personnes sur les plus de 48.250 qui y avaient trouvé refuge aux lendemains de événements sécuritaires du 5 décembre 2013. Le 1er octobre 2016, les déplacés internes dudit camp ont été sensibilisés sur l'importance de la non-violence mais aussi sur le rôle de la police de proximité. Une manière, pour la MINUSCA, de contribuer à juguler la tension récurrente dans cette localité et rapprocher davantage la population et la police.

« Il y a beaucoup à faire et nous sommes disposés à le faire. Nous savons que les conditions dans lesquelles vous êtes sont extrêmes, mais la base de toute chose est la sécurité. C'est pourquoi cette campagne est d'une nécessité absolue pour qu'ensemble nous puissions créer dans les jours à venir les conditions de votre retour », a fait valoir le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général des Nations Unies, coordonnateur humanitaire et Représentant résident du PNUD, Fabri-

zio Hochschild, réitérant ainsi la volonté des Nations Unies d'être au chevet des personnes déplacées.

La ministre de la Santé publique qui y a représenté le Gouvernement a révélé que « l'État est en train de tout mettre en œuvre pour le retour des déplacés, mais pour favoriser ce retour, il faut rétablir un climat de confiance entre la police, garante de la sécurité et la population. Il faut surtout développer l'esprit de pardon et de la cohésion sociale ». Occasion pour elle de remercier la MINUSCA pour son appui sans cesse pour le retour la paix.

En marge de campagne de sensibilisation sur la non-violence, les déplacés ont bénéficié de consultations médicales gratuites ; une activité initiée par le contingent égyptien de la MINUSCA. « Il est reconnu que la vie sur les sites des déplacés rime avec les problèmes sanitaires et sécuritaires. Prendre à bras-le-corps simultanément ces deux problèmes sont des initiatives à encourager », fait conclure la ministre de la Santé publique qui salue cette action de solidarité ■



## UNE JOURNÉE CULTURELLE DÉDIÉE AU CIVISME, À LA CITOYENNETÉ ET AUX DROITS DE L'HOMME



Photo UN / MINUSCA

Une centaine de jeunes de différentes confessions religieuses de la capitale et ses environs se sont réunis, le 1<sup>er</sup> octobre à Bangui, en vue « d'éduquer la jeunesse sur les notions de civisme, de citoyenneté et des droits de l'homme. »

Dénommée « journée culturelle sur le civisme, la citoyenneté et les droits de l'homme », cette séance de sensibilisation organisée par l'École de dimanche de Sion sis à PK3, se veut une opportunité supplémentaire pour appuyer le processus de réconciliation actuellement en cours en RCA.

L'activité a bénéficié de l'appui technique et financier de la MINUSCA, à travers sa division des droits de l'homme qui, à travers son mandat, devra « aider les autorités centrafricaines à protéger et promouvoir les droits de l'homme et à prévenir les violations et les atteintes, notamment par la mise en place

d'une commission nationale des droits de l'homme, et à renforcer les capacités des organisations de la société civile ».

Pour s'imprégner des notions de droits de l'homme, les participants ont suivi une présentation de la déclaration universelle des droits de l'homme et des trois principes qui la sous-tendent: l'égalité, la liberté et la dignité. À travers des sketches, ils ont également été sensibilisés sur le respect de l'ordre public, des droits humains, le civisme et les actions de la MINUSCA dans le domaine.

La directrice de cabinet du Représentant spécial du Secrétaire général, Barrie Freeman, a pour sa part rappelé que « la citoyenneté s'apprend et se pratique », avant de plaider, pour conclure, en faveur de « l'implication de toutes les composantes de la population, y compris les jeunes » pour le bon déroulement du processus de stabilisation de la RCA ■



## RÉFORME DU SECTEUR DE LA SÉCURITÉ : POUR UNE STRATÉGIE NATIONALE CRÉDIBLE ET DE RÉFÉRENCE



Photo UN / MINUSCA

À fréquence hebdomadaire, les ministères de la Défense, de la Justice, des Finances, de la Sécurité et des Eaux et forêts, l'Assemblée nationale et la MINUSCA se rencontrent en vue de donner du contenu au plan de rédaction de la nouvelle stratégie nationale de la Réforme du secteur de la sécurité (RSS).

L'essentiel de ce plan se résume en : le contexte général ; l'état des lieux du secteur de la sécurité ; la vision et les objectifs ; les axes stratégiques ; les actions recommandées par axe ; l'estimation des coûts et financement, et le suivi et évaluation. Ses stratégies sont, eux, relatifs à l'assainissement de la gouvernance et à

l'État de droit ; au renforcement de la sécurité des personnes et des biens ; à la restauration de l'autorité de l'État et au renforcement des capacités des acteurs de la sécurité.

Cette stratégie nationale sera une synthèse des réponses qui sont proposées aux problèmes identifiés par chacun des axes.

Le 21 octobre, c'est au siège de la MINUSCA que ce travail de révision et d'amendements a été effectué. Les participants ont planché sur la question des actions recommandées par chacun des axes stratégiques. Tour à tour, ils ont exposé par diverses communications les actions recommandées par leur secteur respectif,

lesquels devront figurer dans le plan stratégique de réforme du secteur de la sécurité en RCA.

Rappelons que conformément à son mandat, la MINUSCA, par le biais de son Unité chargée de la RSS, travaille avec l'État centrafricain à l'établissement de la stratégie nationale pour la réforme du secteur de la sécurité. Celle-ci a pour vocation de s'intégrer dans les grandes lignes et dans la vision de la Politique nationale de Sécurité qui repose sur la volonté affichée du pays de bâtir une nation « forte, unie et prospère privilégiant le dialogue, la justice et la réconciliation en répondant aux aspirations légitimes des populations » ■

## LE SAVIEZ-VOUS ?

Dans le cadre de leur mandat de protection de la population, les Casques bleus ont escorté, entre le 16 et le 31 octobre, plus de 300 écoliers et adultes du 3<sup>e</sup> arrondissement, facilitant ainsi leurs déplacements sans risque. Ces opérations se poursuivent encore ■

## LA MEILLEURE POLICIÈRE DE L'ONU EN 2016 VIENT DE LA MINUSCA



Photo UN / MINUSCA

Commissaire de la Police burkinabè et membre de la MINUSCA depuis 2015, Yvette Bony Zombré a décroché le prix international de femmes Casques bleus, lequel récompense, chaque année depuis 2011, les policières qui se sont le plus distinguées dans leur contribution en faveur de la paix, sous la bannière des Nations Unies.

Au sein de la MINUSCA, elle

a d'abord servi au Pilier Développement avant de mettre ses compétences au profit de l'entité en charge des enquêtes internes. Depuis 7 février 2016, Yvette Zombré est aussi présidente du Réseau des policières de la MINUSCA. Fort de 120 membres issus de différents contingents de la Mission, ce réseau a pour vocation d'œuvrer à une meilleure prise en compte de la dimension genre dans les approches et stratégies de la Police de la

MINUSCA, mais aussi des forces de sécurité intérieures.

Yvette Zombré a aussi dirigé l'association des policières du Burkina-Faso et fait de la parité des genres un de ses leitmotifs. Un riche parcours vieux de 22 ans où elle a fait valoir ses compétences aussi bien au niveau des « gardes statiques, des escortes de personnalités et du maintien de l'ordre que dans la sécurisation de manifestations (...) aux côtés de ses collègues hommes » ■



EN LIGNE | ONLINE

# MINUSCA

Votre site d'informations et d'analyses sur la Centrafrique et les Nations Unies. Disponible sur smartphones

Your one-stop source for news and information about Central African Republic and the UN. Available on smartphones



UN photo / Graphisme CPIO / MINUSCA

Découvrez le nouveau site Internet de la Mission des Nations Unies en Centrafrique

Check out the new website of the UN Mission in the Central African Republic

<https://minusca.unmissions.org>

<https://facebook.com/minusca.unmissions>

[https://twitter.com/UN\\_CAR](https://twitter.com/UN_CAR)

<https://www.flickr.com/photos/unminusca/>